



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

Novembre 2023

Focus

**Investissements verts et stratégie de
décarbonation**

Principaux résultats

Trésorerie

Tous les soldes d'opinion sur la situation de trésorerie des PME / TPE suivent un même mouvement de dégradation. Le jugement sur la situation de trésorerie des trois précédents mois perd cinq points tandis que ceux sur les situations actuelle et future reculent chacun de quatre points. **Les délais de paiement des clients n'ont jamais été jugés aussi élevés.**

Investissement

Les intentions d'investissement baissent ce trimestre (-5 points). 52 % des sondés ont investi ou comptent investir en 2023, une part encore un peu supérieure à celle observée il y a un an (49 %), période marquée par le pic des inquiétudes suscitées par la crise énergétique. **Le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations demeurent les principales destinations des dépenses d'investissement. Le motif environnemental est stable.** 43 % des dirigeants des PME / TPE l'invoquent, il semble devenu bien plus fondamental qu'avant la pandémie.

Accès au crédit

La part des dirigeants de PME / TPE qui font part de difficultés d'accès au crédit pour financer leur exploitation courante progresse légèrement (à 22 %, soit +1 point sur le trimestre). **La proportion de ceux qui en rencontrent pour financer leurs dépenses d'investissement gagne 3 points, à 21 % soit son plus haut niveau depuis le lancement de l'enquête en 2017.**

Freins à la croissance

Les difficultés de recrutement restent de loin la première préoccupation des dirigeants de PME / TPE, pour 53 % d'entre eux, une proportion en légère baisse sur le trimestre (-1 pt). **Les inquiétudes suscitées par des perspectives de demande dégradée progressent à nouveau, de deux points sur le trimestre, et arrivent en deuxième position** (à 43 %). Celle relative aux coûts et prix trop élevés augmente d'un point (à 35 %). Les tensions sur les approvisionnements (prix, délais de livraison, etc.) semblent s'installer. La part des dirigeants qui s'y déclarent confrontés est stable ce trimestre, à 59 %. Au total, **les difficultés de demande sont plus prégnantes et les contraintes d'offres restent importantes.**

Les mesures de sobriété énergétique semblent avoir en partie porté leurs fruits selon les dirigeants des PME / TPE interrogés : 49 % d'entre eux estiment que leur consommation d'énergie a diminué à production donnée. C'est 44 % pour la consommation d'électricité et 16 % pour le pétrole ou le gaz. 78 % des sondés estiment que ces baisses seraient pérennes (18 % pourraient même amplifier la baisse). Près de 2/3 d'entre eux ont quand même vu leur facture énergétique augmenter.

Focus Investissement vert et décarbonation

Les destinations principales des investissements verts sont assez variées. Les trois destinations les plus citées sont le changement du système d'éclairage (47 % des PME / TPE ayant réalisé un investissement vert), les systèmes de gestion des déchets (39 %), et pour un dirigeant sur trois (32 %) le parc automobile de l'entreprise. Ce dernier motif arrive en tête des investissements / actions prévus au cours de 3 prochaines années. **La sensibilité personnelle du dirigeant est la principale motivation de réalisation d'investissements verts** (36 %). **Pour 48 % des PME / TPE ayant réalisé des investissements verts, la crise énergétique est citée comme un facteur ayant déclenché ou accéléré les investissements.** La principale raison de non-réalisation d'investissements verts en 2023 est l'absence d'alternatives technologiques (27 %). Les raisons financières ou le manque de connaissance ou d'intérêt pour le sujet sont également des facteurs significatifs.

Près de neuf PME / TPE sur dix (88 %) savent ce qu'est un bilan carbone, mais seul un très faible nombre d'entre elles en ont réalisé un (5 %). 23 % des sondés n'ayant pas réalisé de bilan carbone comptent en réaliser un prochainement.

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

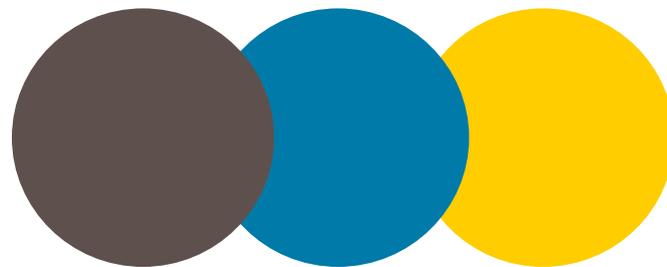
02. Focus – investissements verts et stratégie de décarbonation

03. Méthodologie

04. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

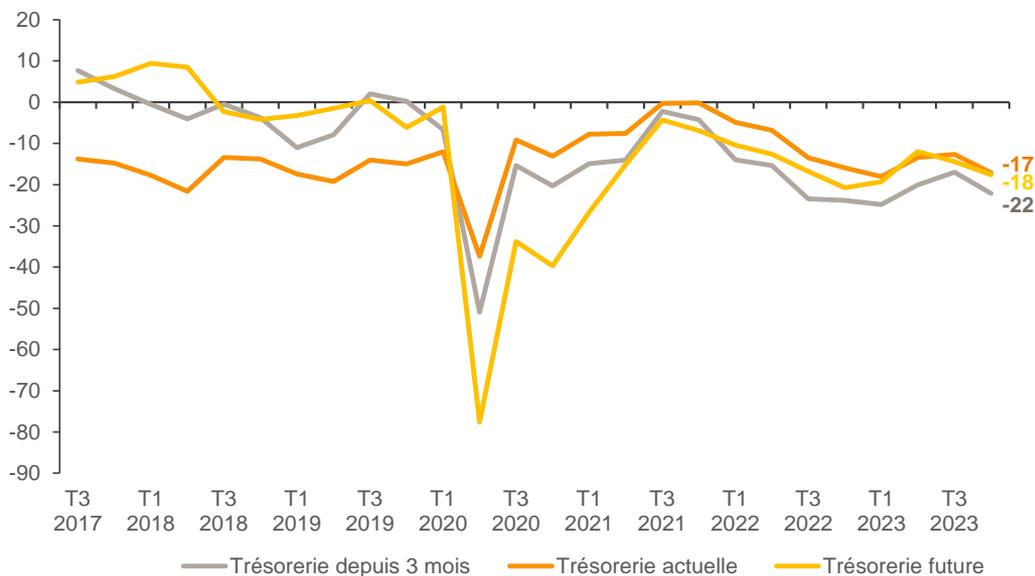
Résultats de l'enquête





- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur l'évolution de la trésorerie de leur entreprise au cours des trois derniers mois se détériore assez nettement au 4^e trimestre. Il perd 5 points à -22, reflétant à la fois une baisse de la part des sondés indiquant une amélioration (10 %, -3 points) et une hausse de celle indiquant une dégradation (+2 points, à 32 %).

Le jugement moyen sur la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE suit sensiblement la même dynamique. Il perd 4 points (à -17) et rejoint ainsi sa moyenne d'avant crise.

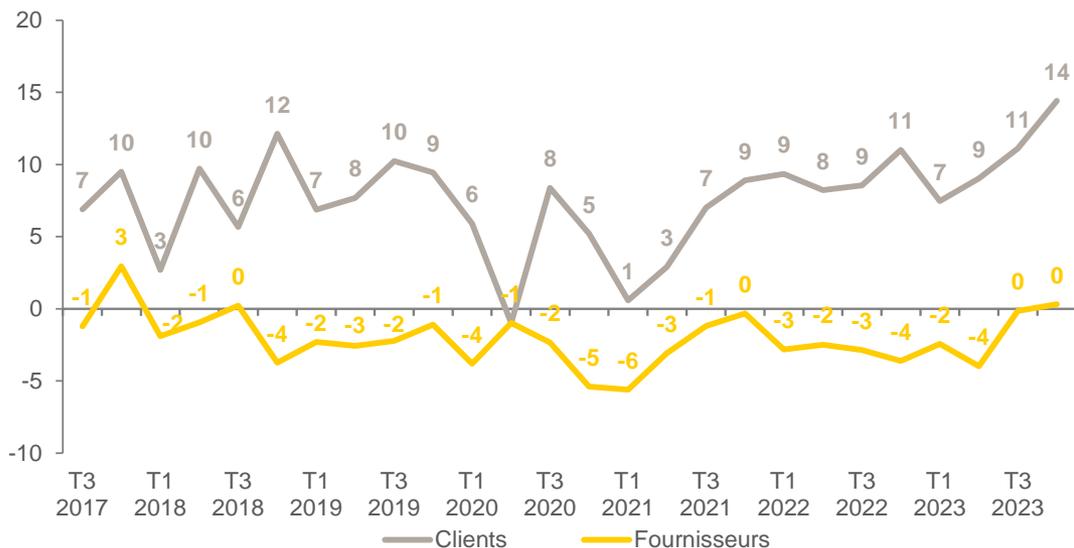
Le mouvement est similaire pour le solde d'opinion sur les perspectives à trois mois de la trésorerie. Celui-ci perd en effet lui aussi 4 points, à -18. Il demeure ainsi supérieur au point bas atteint au cœur de l'hiver dernier, quand les inquiétudes sur la crise énergétique européenne étaient à leur apogée. La situation reste cependant perçue comme inquiétante par les dirigeants de PME / TPE interrogés, puisque ce solde reste nettement sous sa moyenne de long terme (+1 sur 2017-2019). En outre, 29 % des dirigeants anticipent une dégradation de leur trésorerie à court terme, une proportion en hausse de 2 points depuis septembre.

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Le solde d'opinion relatif aux délais de paiements des clients augmente pour la quatrième fois consécutive, de 3 points ce trimestre. Il rejoint un nouveau record depuis le lancement de l'enquête. Celui relatif aux délais de paiements des fournisseurs reste stable ce trimestre mais à un niveau plutôt élevé.

Le solde d'opinion sur les délais de paiement des fournisseurs étant stable alors que celui relatif aux paiements des clients augmente, le « solde commercial »* subi par les PME / TPE se détériore.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

* Différence entre les délais de paiement des clients et les délais de paiement aux fournisseurs

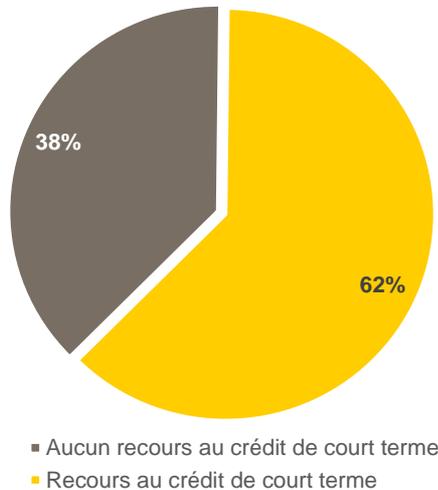
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

La part des PME / TPE qui ont recours au crédit pour financer leur exploitation courante progresse de 2 points ce trimestre : 62 % d'entre elles ont fait appel à un organisme de crédit pour financer leur trésorerie, soit un niveau toujours nettement inférieur à sa moyenne d'avant pandémie (73 % sur la période T1 2017 – T4 2019).

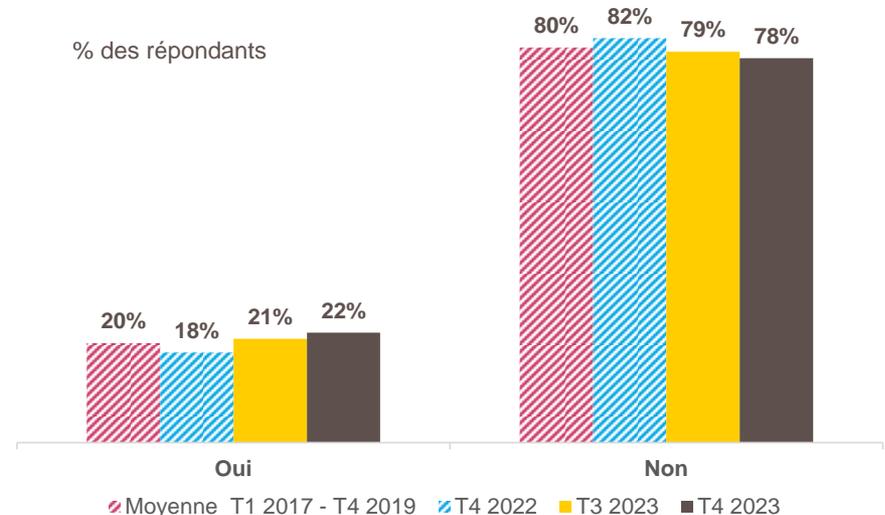
% des répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 22 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant. Cette proportion est en légère hausse (d'un point) sur le trimestre. Elle reste ainsi supérieure à la moyenne d'avant pandémie observée pour cet indicateur (20 %).

% des répondants



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

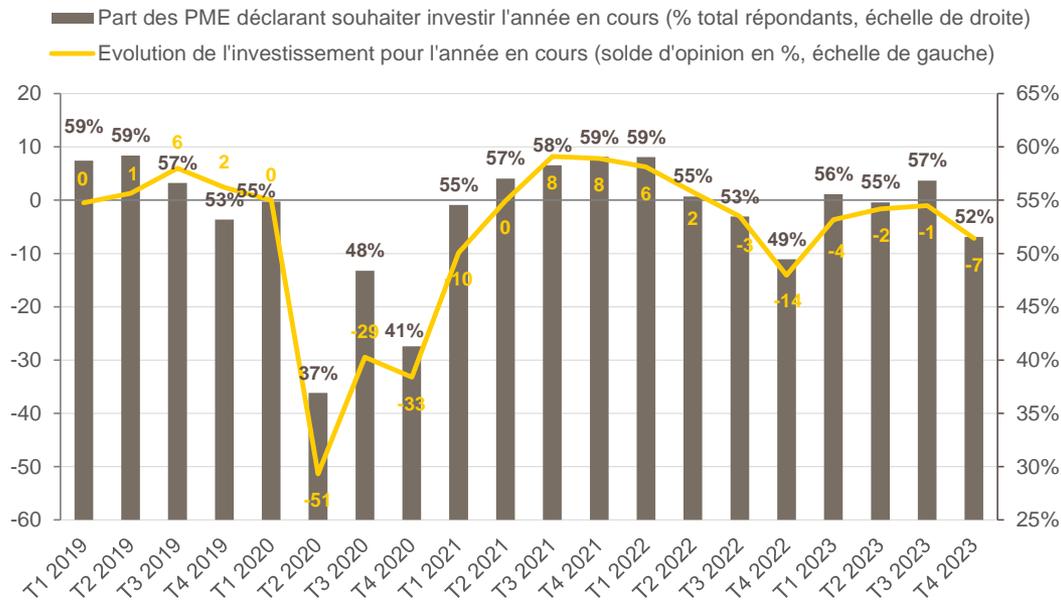
Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse

Solde d'opinion (%)

% répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 4^e trimestre 2023, 52 % des dirigeants de PME / TPE ont investi ou ont l'intention d'investir en 2023, une proportion en baisse par rapport au trimestre précédent (57 % au T3 2023) mais en hausse sur un an (49 % au T4 2022, pour l'année 2022).

La part des dirigeants de PME / TPE qui estiment que leurs dépenses d'investissement seront en hausse cette année (23 %) perd 5 points sur le trimestre. Elle se situe désormais assez nettement sous sa moyenne de long terme (28 %). La proportion de dirigeants qui estiment que leur investissement restera stable gagne 4 points (à 47 %), tandis que la proportion de ceux qui répondent qu'il baissera est quasi-stable (+1 point).

Le solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis perd ainsi 6 points sur le trimestre. Si cet indicateur reste mieux orienté qu'il y a un an (+7 points), il demeure toutefois inférieur à la moyenne observée avant la crise sanitaire (-7 vs +7 sur la période T1 2017–T4 2019).

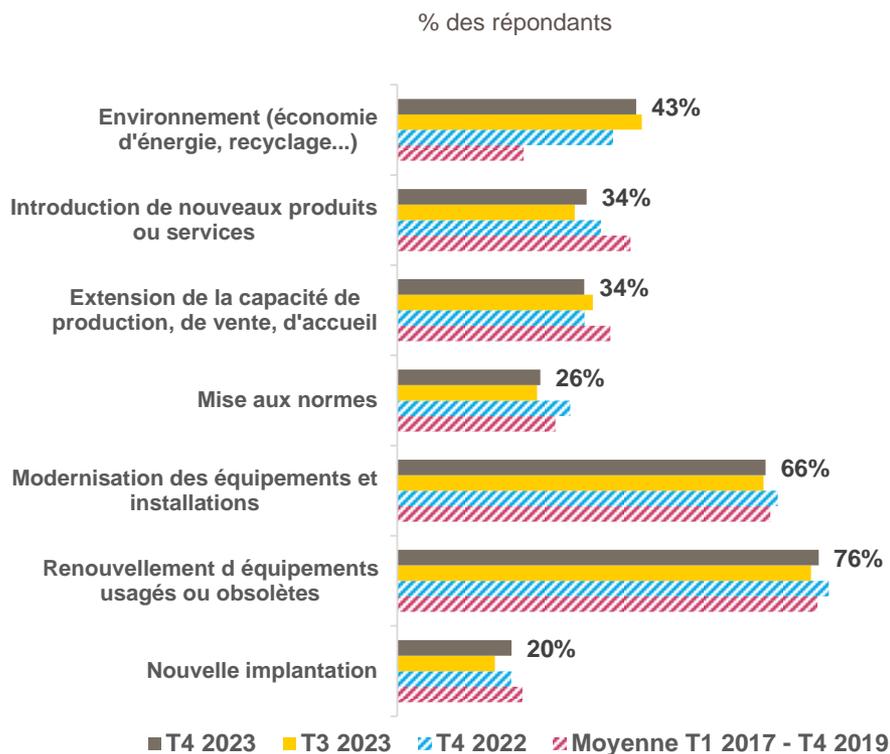
🔗 La dernière note de conjoncture de l'Insee* indique que l'investissement des entreprises pourrait légèrement fléchir en cette fin d'année en raison du renchérissement du capital.

*Voir « [Note de conjoncture - octobre 2023](#) », Insee

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants comptant investir en 2023

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont toujours, de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement. La part des dirigeants de PME / TPE qui citent le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes en tant que motivation de l'investissement progresse de deux points (à 76 %). Celle de ceux invoquant la modernisation des équipements et installations est stable, à 66 %.

Le motif environnemental (qui inclut l'objectif d'économie d'énergie) est invoqué par un nombre quasi-stable des chefs de PME / TPE, à savoir 43 % (-1 point sur le trimestre). Cette proportion demeure très nettement supérieure à sa moyenne observée avant la pandémie (25 % de 2017 à 2019). Le motif environnemental semble donc devenir un facteur « structurel » d'explication de la décision d'investir. Il reste à vérifier si cette orientation se confirme à terme, y compris durant les phases où l'investissement est moins dynamique.

Viennent ensuite l'extension de la capacité de production et l'introduction de nouveaux produits ou services (à 34 % chacun).

Les objectifs de nouvelle implantation sont évoqués par 20 % des dirigeants (+2 points par rapport à septembre).

Financement des investissements

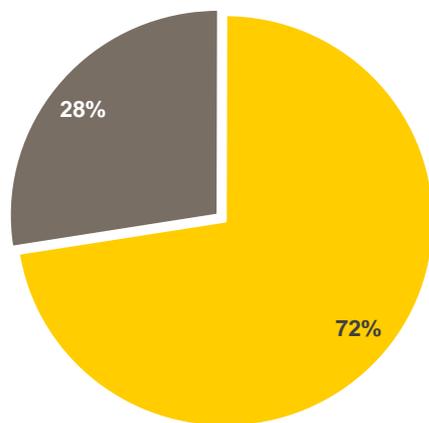


- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

72 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2023 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion quasi-stable sur le trimestre (-1 pt), mais nettement inférieure à sa moyenne pré-Covid (82 %).

Parmi eux, **21 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit.** Cette proportion est en hausse de trois points par rapport à septembre dernier. Elle est ainsi plus nettement supérieure à sa moyenne pré-Covid (16 %) et rejoint son plus haut niveau depuis le lancement de l'enquête en 2017.

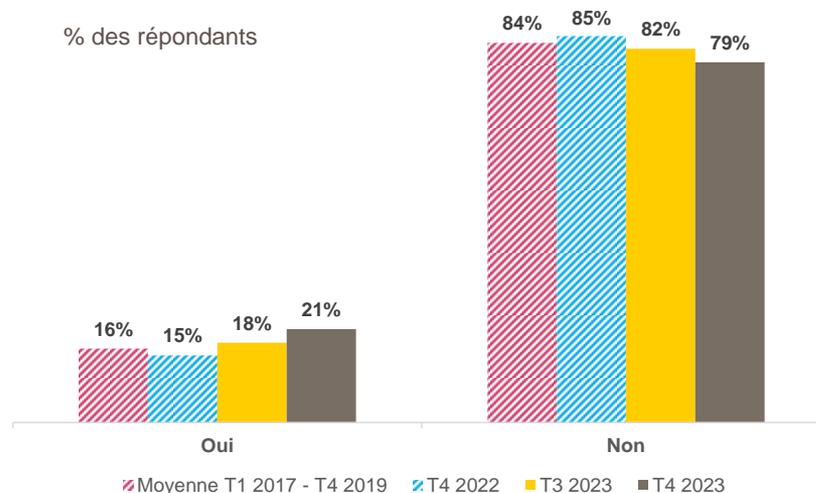
% des répondants



- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Répondants comptant investir en 2023
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

% des répondants



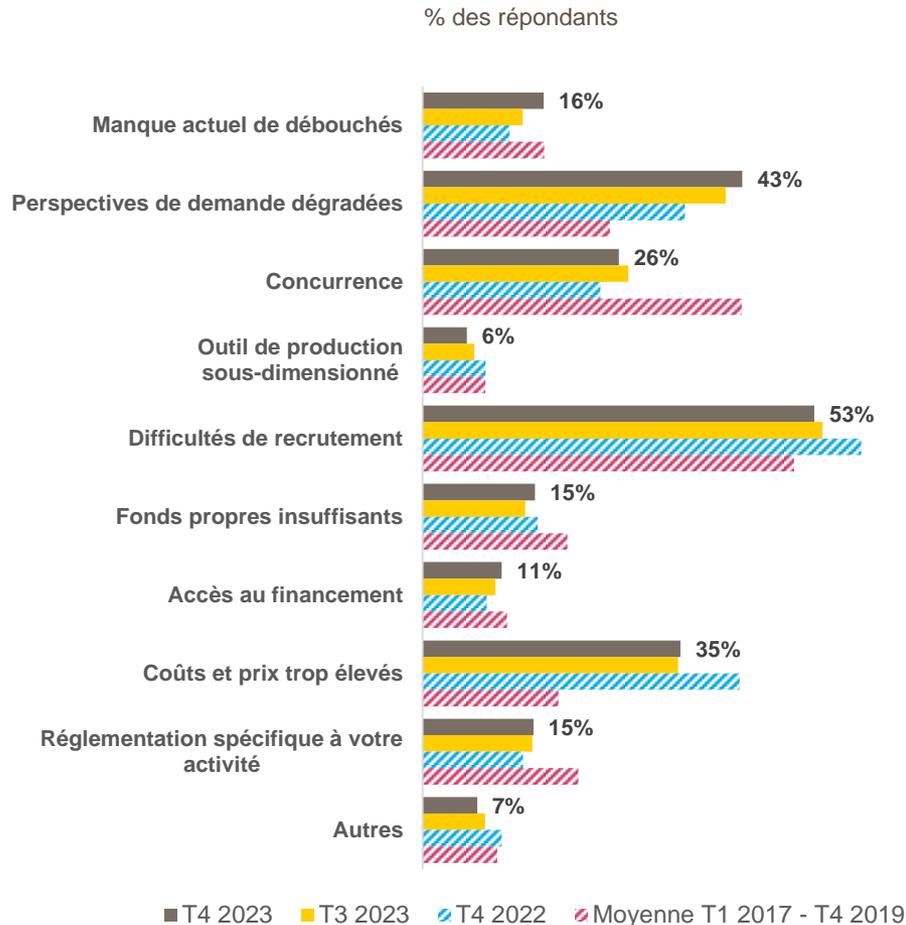
Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2023

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Freins à la croissance (1/2)



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Les difficultés de recrutement restent de loin la première préoccupation des dirigeants de PME / TPE. 53 % d'entre eux les citent comme un frein à la bonne marche de leur entreprise. Cette proportion perd 1 point sur le trimestre mais reste toujours supérieure à sa moyenne de 2019 (50 %).

Les perspectives de demande dégradées demeurent le deuxième frein le plus cité, en progression : la part des dirigeants les citant parmi les principaux freins à la croissance gagne 2 points ce trimestre à 43 %. Le manque actuel de débouchés progresse lui aussi de deux points par rapport au trimestre précédent (à 16 %). Celle relative aux coûts et prix trop élevés progresse d'un point (à 35 %).

La période immédiatement après le relâchement des restrictions sanitaires dues au Covid-19 avait vu les contraintes d'offre (dont celles d'approvisionnements et de main d'œuvre) bondir, alors que les contraintes de demande se relâchaient. La situation est en train de s'inverser, les contraintes d'offre ayant reflué (tout en restant élevées) et celles liées à la demande progressant.

Le niveau de la concurrence est cité par une proportion en légère baisse des sondés, à savoir 26 % (-2 points) des dirigeants des PME / TPE. Cela reste nettement inférieur à la moyenne observée pré-crise sanitaire (43 %).

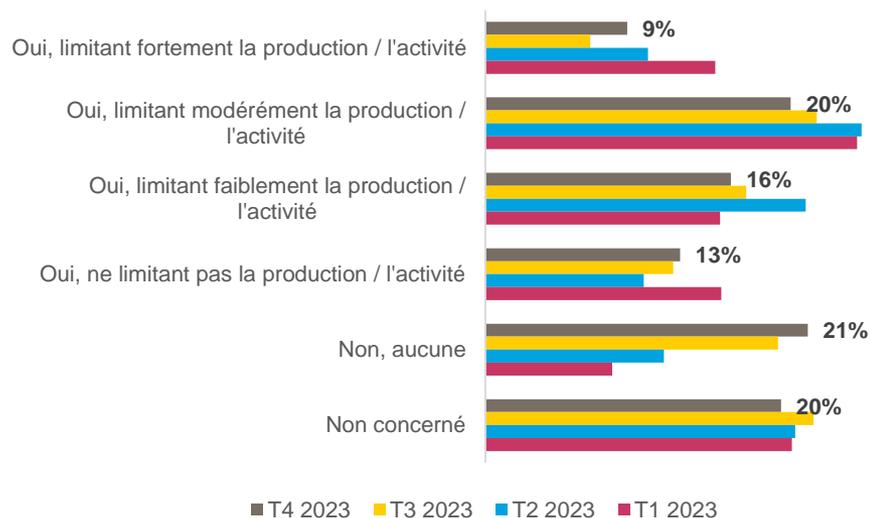
Freins à la croissance (2/2)



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

59 % des répondants déclarent faire face à des difficultés d'approvisionnement, une proportion identique au trimestre précédent. 21 % n'y sont pas confrontés (+2 points sur le trimestre) et 20 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent fortement ou modérément leur activité est également stable, à 29 %.

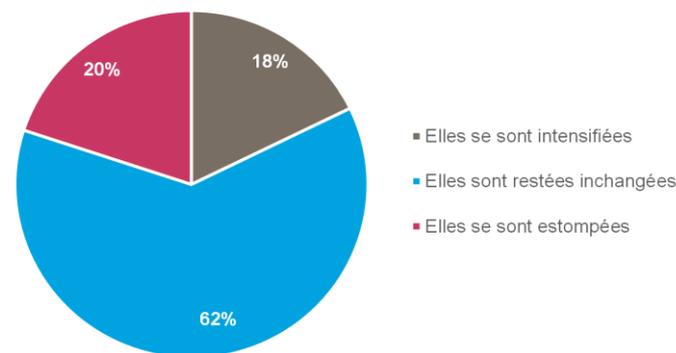


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **62 % considèrent qu'elles sont restées inchangées ces trois derniers mois** (-2 points par rapport au trimestre précédent). **La part de ceux qui considèrent qu'elles se sont intensifiées gagne 4 points, à 18 %.** 20 % signalent un relâchement des difficultés d'approvisionnement au cours des 3 derniers mois (-2 points).

La part des dirigeants de PME / TPE qui indiquent que ces difficultés d'approvisionnement se seront résorbées d'ici un an recule encore (-5 points à 31 %). Celle de ceux qui restent incertains quant à l'horizon où ces difficultés est quasi-stable, à 32 %.

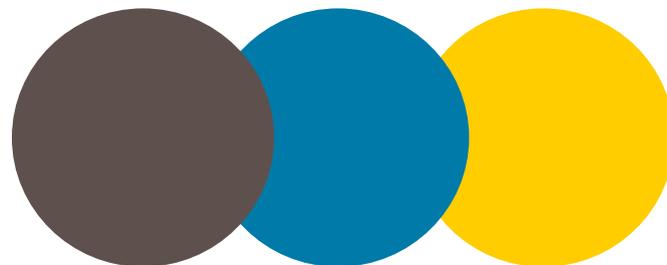


Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02.

**Focus –
Investissements
verts et stratégie de
décarbonation**

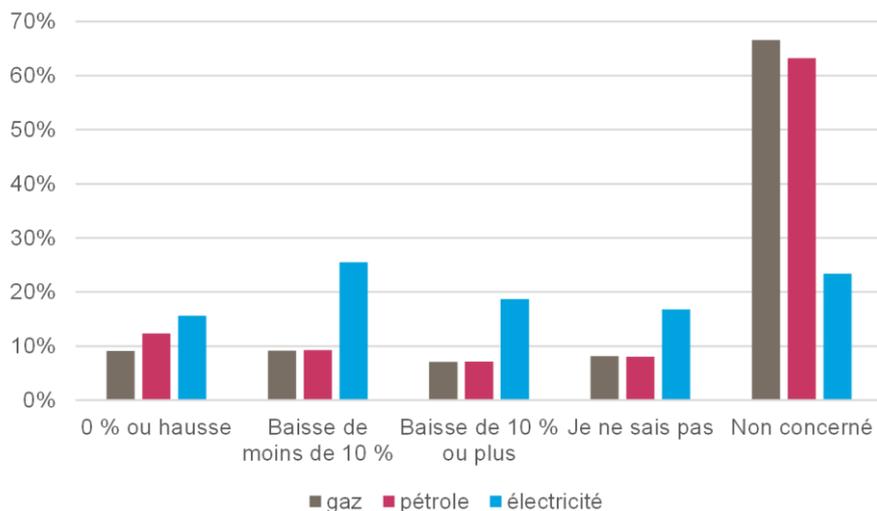


Sobriété énergétique

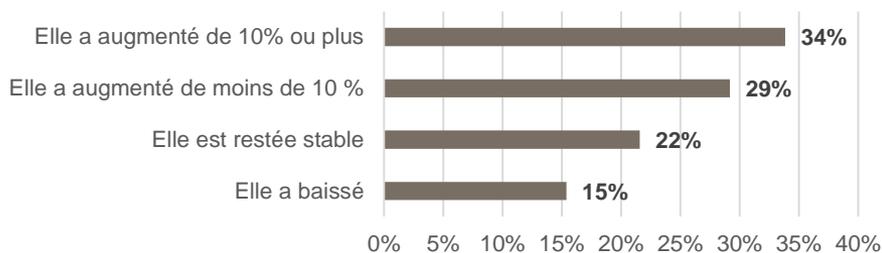


- Pour un niveau de production donné, de combien pensez-vous avoir réduit votre consommation d'énergie (gaz/ électricité/ pétrole) en quantité grâce à des mesures de sobriété énergétique ?
- Cette réduction de consommation d'énergie est-elle pérenne ?
- Compte tenu des mesures de sobriété mises en place, comment a évolué votre facture énergétique ?

Evolution de la consommation énergétique pour un niveau de production donné



Evolution de la facture énergétique compte tenu des mesures de sobriété énergétique mises en place



49 % des PME / TPE déclarent avoir réduit leur consommation d'énergie (électricité, gaz ou pétrole) grâce à des mesures de sobriété énergétique.

L'électricité est la source d'énergie la plus fréquemment consommée (près de 80% des TPE / PME concernées). **44% des PME / TPE consommatrices d'électricité ont vu leur consommation d'électricité diminuer à niveau de production identique** (26% ont vu une baisse de 10% ou moins, 10% une baisse de 10% ou plus). 16% ont constaté une stagnation ou une hausse.

Les PME / TPE interrogées sont moins concernées par les consommations de pétrole et de gaz (moins de 40%). **16% d'entre elles ont vu leur consommation de gaz ou de pétrole diminuer à niveau de production donné** (9% ont vu une baisse de 10% ou moins, 7% une baisse de 10% ou plus). 12% ont constaté une stagnation ou une hausse de leur consommation de pétrole, (9% pour le gaz).

Les baisses de consommation sont jugées pérennes par 78% des PME / TPE (11% partiellement, 68% pensent que la baisse est acquise – 50 % - ou va s'amplifier – 18 %).

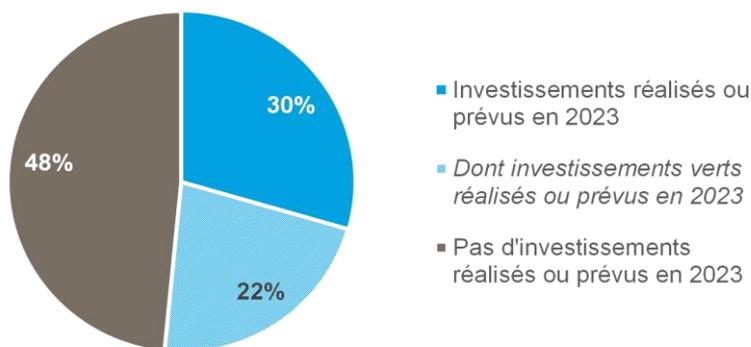
En dépit de cette réduction de consommation, une majorité (63%) des dirigeants déclarent une hausse de leur facture énergétique. La facture augmente pour 58% des PME ayant vu leur consommation diminuer d'au moins 10 %.

Investissements verts (1/3)

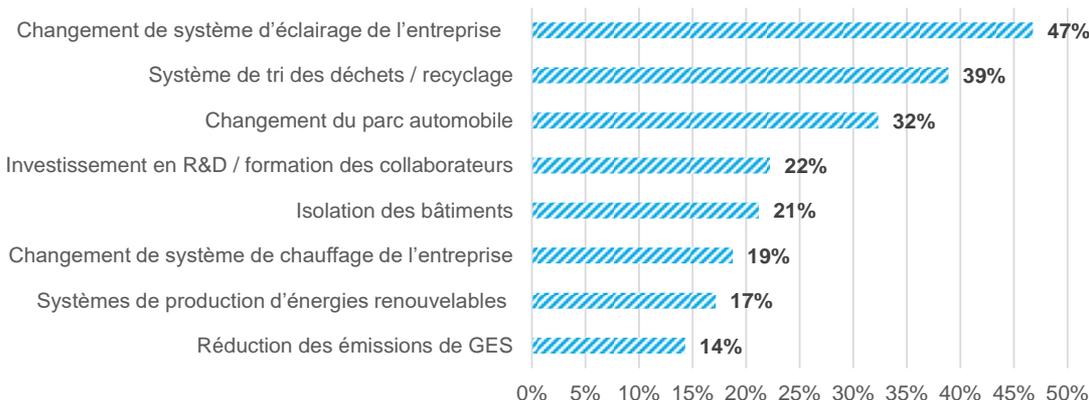


- Vers quelles destinations principales vos investissements verts (économie d'énergie, recyclage...) sont dirigés cette année ?

Part des dirigeants ayant réalisé des investissements en 2023 ou prévoyant de le faire d'ici la fin d'année



Principales destinations des investissements verts réalisés en 2023 et prévus d'ici la fin d'année



52 % des dirigeants ont réalisé ou ont prévu des investissements en 2023, 43% pour motif environnemental (voir p. 8), soit 22% de l'échantillon. Ces investissements sont nommés par la suite "investissements verts").

Les destinations de ces investissements verts sont assez variées. La question proposait des choix non exclusifs et **beaucoup de dirigeants ont souligné plusieurs destinations principales, ce qui montre que la réalisation de « bouquets de mesures vertes » est une pratique répandue.** Les trois destinations les plus citées sont le changement du système d'éclairage (47 % des PME / TPE ayant réalisé un investissement vert), les systèmes de gestion des déchets (39 %), et le parc automobile de l'entreprise (32 %).

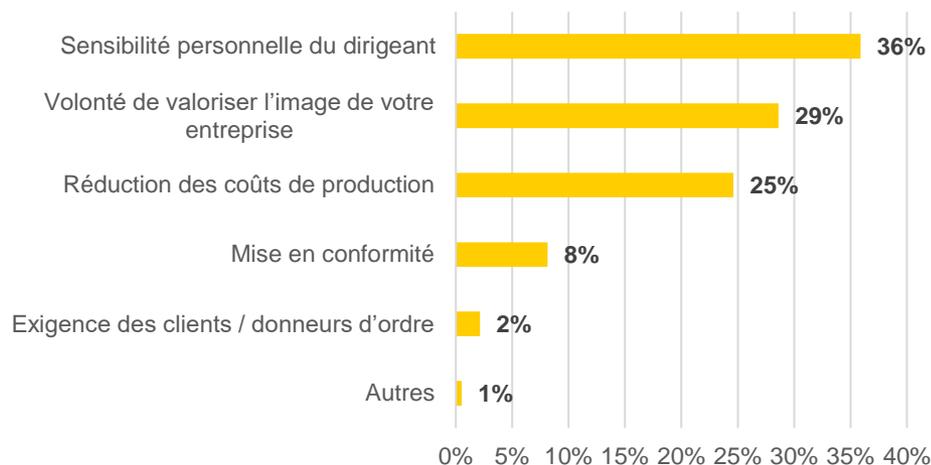
Dans près d'un cas sur cinq, l'investissement a concerné au moins en partie l'isolation des bâtiments et/ou le système de chauffage de l'entreprise. La réduction des émissions de GES, l'achat d'équipements de mesure et de contrôle ou le traitement des effluents sont des motifs moins fréquemment cités.

Investissements verts (2/3)



- Pour quelle principale raison avez-vous fait ou comptez-vous faire ces investissements verts ?
- La crise énergétique a-t-elle déclenché / accéléré la réalisation d'investissements verts au sein de votre entreprise ?
- Les investissements verts entrent-ils en conflit avec d'autres investissements ?

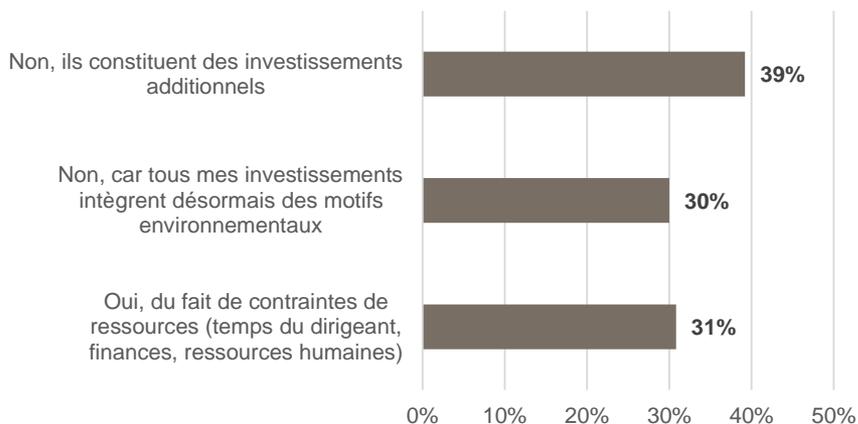
Principale motivation de réalisation d'investissements verts



La sensibilité personnelle du dirigeant est la principale motivation de réalisation d'investissements verts : 36 % des dirigeants ayant réalisé un investissement vert en 2023 ou prévoyant de le faire l'ont cité comme principale motivation. La volonté de valoriser l'image de l'entreprise arrive en seconde position (29 %).

Les motivations davantage liées aux contraintes économiques ou réglementaires ne sont pas majoritaires mais sont tout de même citées pour un investissement sur trois : l'investissement pour réduction des coûts de production est cité par 25 % des entreprises, la mise en conformité avec la réglementation par 8% des entreprises.

Conflit des investissements verts avec d'autres types d'investissements



Pour près d'1 PME / TPE sur 2 (48 %) ayant réalisé des investissements verts, la crise énergétique est citée comme facteur ayant déclenché ou accéléré les investissements.

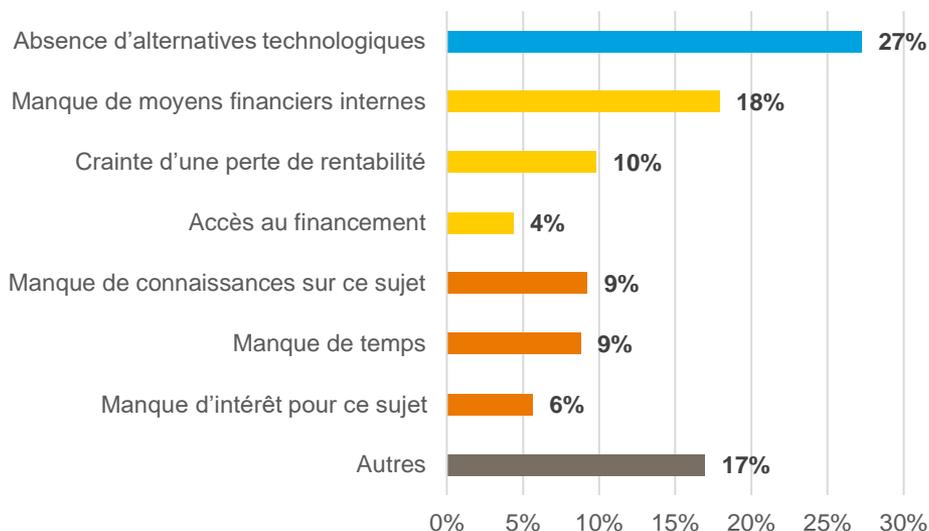
Pour 69% des PME / TPE ayant réalisé des investissements verts, il n'y a pas eu de conflits avec d'autres types d'investissements, soit parce que les investissements verts ont été additionnels (39 %), soit parce que tous les investissements de l'entreprise intègrent désormais des motifs environnementaux (30 %).

Investissements verts (3/3)



- Pour quelle raison principale ne réalisez-vous pas d'investissements verts ?

Principale raison de non-réalisation d'investissements verts en 2023



La principale raison de non-réalisation d'investissements verts en 2023 est l'absence d'alternatives technologiques. Cette raison est citée par 27 % des dirigeants n'ayant pas réalisé d'investissements verts en 2023 ou ne prévoyant pas de le faire d'ici la fin de l'année.

Les raisons financières sont également une raison prégnante: le manque de moyens financiers internes (18 %) l'absence d'accès à des financements (4 %) ou encore la crainte d'une perte de rentabilité (10 %).

Près du 1/4 des dirigeants citent le manque de connaissance (9 %), de temps (9 %) ou d'intérêt pour le sujet (6 %).

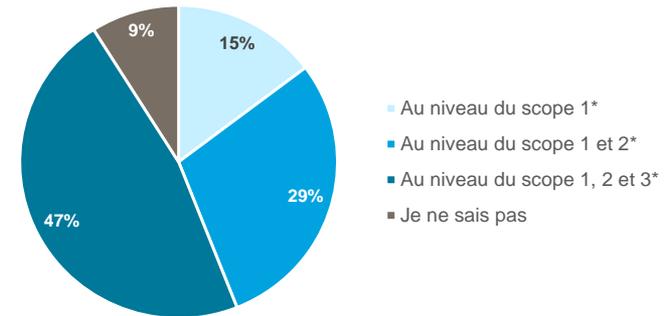
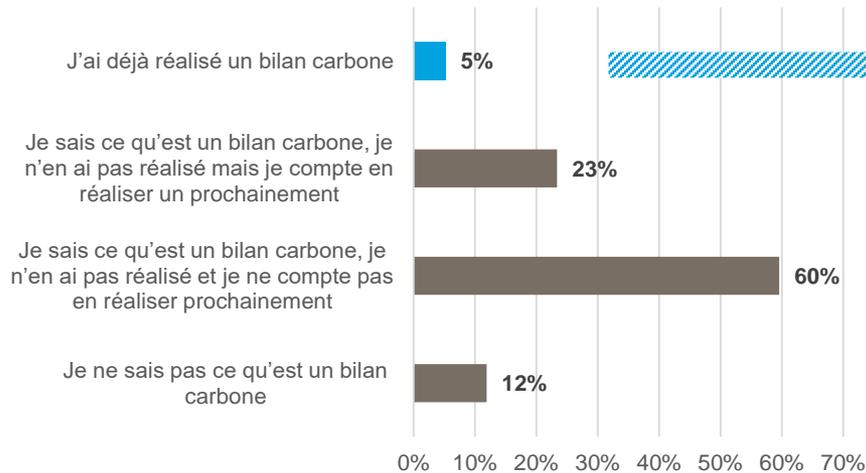
Une part importante des réponses (17 %) s'est portée sur des facteurs qui n'avaient pas été proposés (« autres »). Parmi ces réponses, **beaucoup de PME / TPE ne s'estiment pas concernées, par exemple car peu énergivores, locataires de leurs bureaux, ou ayant le sentiment d'avoir déjà fait ce qu'il était possible de faire.**

Stratégie de décarbonation (1/3)



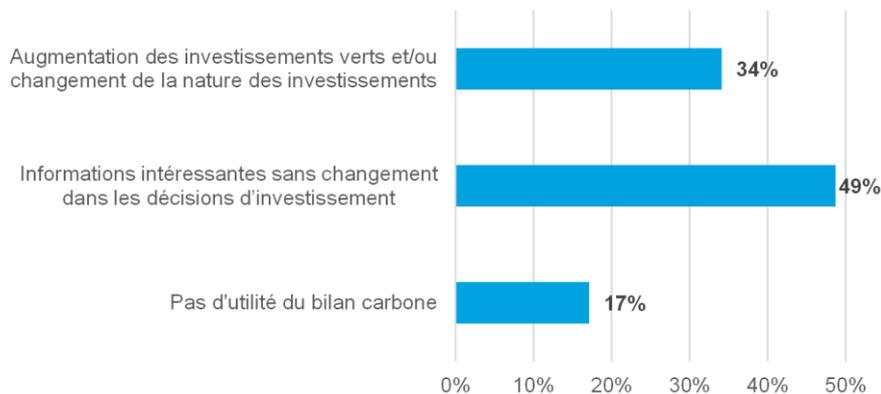
- Savez-vous ce qu'est un bilan carbone, et en avez-vous déjà réalisé au niveau de votre entreprise ?
- Sur quel périmètre avez-vous réalisé votre bilan carbone ?
- Votre bilan carbone a-t-il modifié vos pratiques d'investissement ?

Réalisation d'un bilan carbone



Près de neuf PME / TPE sur dix (88 %) savent ce qu'est un bilan carbone, mais seul un faible nombre d'entre elles déclarent en avoir d'ores et déjà réalisé un (5 %). Environ un tiers des PME n'ayant pas réalisé de bilan carbone compte en réaliser un prochainement (soit 23 % des entreprises interrogées). Un peu moins des deux tiers (60 %) des entreprises interrogées ne comptent pas en réaliser prochainement.

Impact du bilan carbone sur les investissements



Les entreprises ayant fait un bilan carbone l'ont réalisé pour 47% d'entre elles au niveau du scope 3, pour 29 % au niveau du scope 2, et pour 15 % au niveau du seul scope 1.

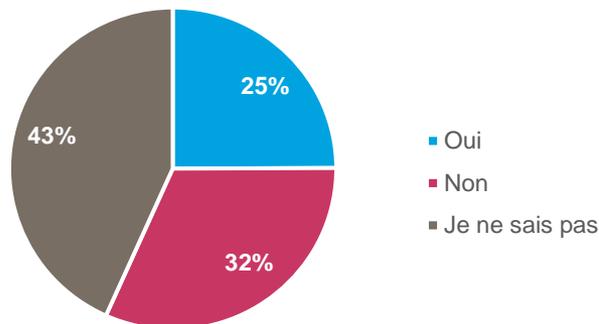
Un tiers des PME ayant réalisé un bilan carbone (34 %) ont témoigné d'un lien entre cette démarche et la réalisation d'investissements verts. Une part assez importante (17 %) des PME n'a pas trouvé *a posteriori* d'utilité à la démarche de réalisation d'un bilan carbone. Ces derniers chiffres sont toutefois à prendre avec précaution compte tenu du faible nombre de répondants concernés.

Stratégie de décarbonation (2/3)



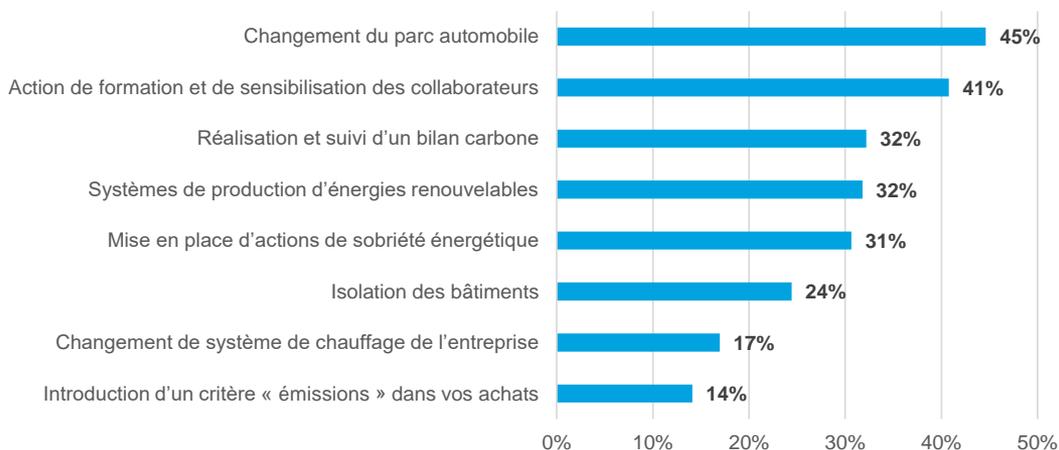
- Au cours de ces 3 prochaines années, comptez-vous réaliser des investissements et / ou des actions de décarbonation* ?
- Au cours des trois prochaines années, vers quelles destinations vos investissements et/ou actions de décarbonation seront dirigés ?

Intention de réalisation d'investissements / actions de décarbonation au cours des 3 prochaines années



25 % des dirigeants de PME indiquent avoir l'intention de réaliser un investissement ou une action de décarbonation au cours des 3 prochaines années. 32 % n'ont pas cette intention. 43 % des dirigeants interrogés sont à ce stade dans l'incertitude.

Principales destinations des investissements / actions de décarbonation futurs



Les destinations de ces actions ou investissements futurs sont assez variées. La question proposait des choix non exclusifs et beaucoup de dirigeants ont souligné plusieurs destinations principales. **Les deux destinations les plus citées sont le changement de parc automobile (45 % des PME / TPE prévoyant un investissement vert), et les actions de formation et sensibilisation des collaborateurs (41 %).** Viennent ensuite pour un dirigeant sur trois la réalisation d'un bilan carbone (32 %), la production d'énergie renouvelable (32 %) et des mesures de sobriété énergétique (31 %).

L'introduction d'un critère « émissions de gaz à effet de serre » dans les politiques d'achat figure parmi les options les moins fréquemment citées (14 %).

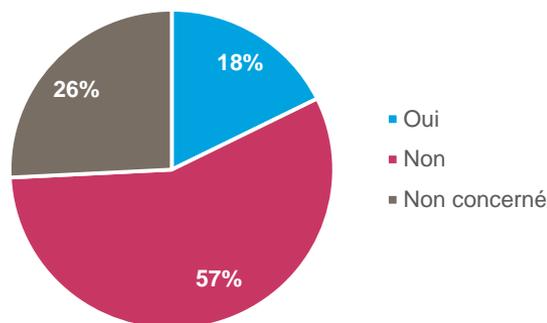
* Investissements / actions visant à réduire l'empreinte carbone de l'entreprise, i.e. réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à son activité

Stratégie de décarbonation (3/3)



- Seriez-vous prêt à accepter une perte de rentabilité pour réaliser des investissements et/ou actions de décarbonation ?
- Quels sont les principaux obstacles que vous avez rencontrés ou craignez rencontrer dans la réalisation de vos investissements / actions de décarbonation ?

Acceptation d'une perte de rentabilité pour réaliser des investissements et/ou actions de décarbonation

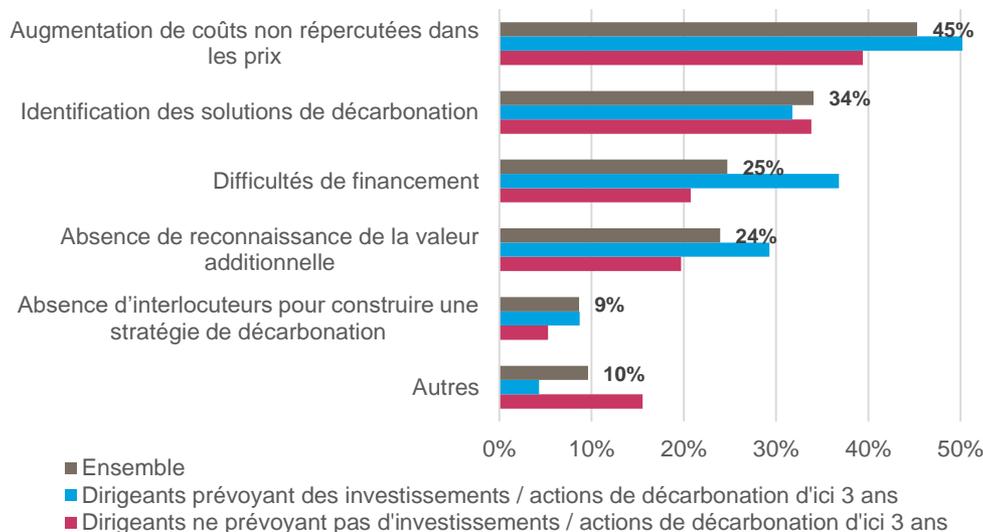


Le critère économique est un facteur important de blocage de la décarbonation des PME / TPE.

La grande majorité des dirigeants de PME / TPE qui s'estiment concernés par la réalisation d'investissement de décarbonation ne sont pas prêts à accepter une perte de rentabilité pour réaliser ces investissements (57 % des répondants, 76 % des concernés).

Ceci est confirmé par la question portant sur les obstacles à la réalisation d'investissements ou d'actions de décarbonation, pour laquelle les facteurs économiques se détachent : **45 % des répondants voient l'impossibilité de répercuter les coûts de la décarbonation dans les prix comme principal obstacle**, 25 % les difficultés de financement, 24 % l'absence de reconnaissance de la valeur additionnelle des actions de décarbonation.

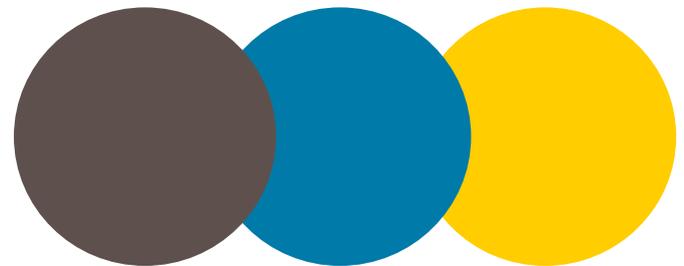
Principaux obstacles à la réalisation d'investissements et/ou actions de décarbonation



Des obstacles se présentent aussi en amont de la décision d'investissement : 34 % des dirigeants mentionnent des difficultés d'identification des solutions de décarbonation et 9 % le manque d'interlocuteurs pour construire leur stratégie.

03.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 2 857 dirigeants de PME/TPE du 16 au 29 octobre 2023. L'analyse en première partie porte sur les 937 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 933 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les investissements verts et la décarbonation) comporte **10 questions autour de trois axes.**

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

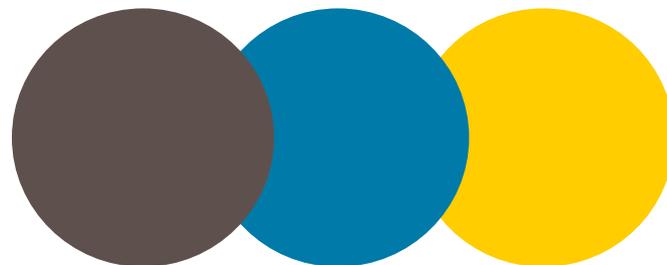
Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

04.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

Rexecode